

FACTURE

Service Client

ZI PARIEST, 9/11 rue Pelloutier
77183 CROISSY BEAUBOURG

Votre attaché(e) RYCKEMBUSCH Laure

Tél : 01.83.77.23.01

Service Client : caf.serviceclients@loreal.com


Comptabilité : comptabiliteclients.france@loreal.com

Site Pro : www.lorealactivecosmeticspro.com/fr

Adresse de livraison

**PHARM DU VOYAGE
SELARL PHARMACIE DU VOYAGE
HALL E NIVEAU DEPART AEROGARE2 TE
BP 38212 LE MESNIL AMELOT
95700 ROISSY EN FRANCE**

N° Client	N° Facture	Date de facture	Bon de livraison	Numéro de TVA Client
640223	815057681	20.10.2023	85665127	FR71792172959

							EUROS		
TVA	Référence interne	Code EAN/ACL/CNK	Désignation	Quantité	Rem %	Rem % promo en cascade	Tarif unitaire HT	Prix Net Unitaire HT	Montant Net Total HT
				Votre visiteur Pharmaceutique : BARON Nicolas					
				Tél.: 01 64 03 17 13 Fax : 01 41 66 29 74					
Cette facture confirme votre commande				Vos références					
Commande n° :		55819466	20.06.2023	CDE :					
1A	VFR10342	3433425322766	SP HYDRATING B5 30ML	1			GRATIS	-	-
1A	VFR08830	3433425189994	SP HA INTENSIFIER 30ML	1			GRATIS	-	-
1A	VFR07079	3433425322605	SP PHLORETIN CF 30ML	1			GRATIS	-	-
1A	MB265300	3337875770460	C E FERULIC 4ML	10			GRATIS	-	-
1A	MB265401	3337875770453	HA INTENSIFIER 4ML	10			GRATIS	-	-
1A	MB265600	3337875770484	PHLORETIN CF 4ML	10			GRATIS	-	-
1A	VFR10534	3433425447872	COF PHLORETIN CF NOEL 2023	12			97,00	97,00	1164,00
1A	VFR10535	3433425447919	COF HYDRATING B5 NOEL 2023	24			47,00	47,00	1128,00
1A	VFR10536	3433425447957	COF CE FERULIC NOEL 2023	24			97,00	97,00	2328,00
1A	VFR10537	3433425447995	COF HA INTENSIFIER NOEL 2023	24			63,40	63,40	1521,60

Skinceuticals NET MARCHANDISES HORS TAXES 6.141,60

Cumul chiffre d'affaire ristournable réalisé à ce jour sur l'année 2023 87795.51

ESCOMPTE: en cas de règlement sous 16 jours date de facture, un escompte de 0,7% sera appliqué, calculé sur le montant H.T. L'application d'un escompte donnera lieu à une réduction proportionnelle de la TVA déductible.

Comme indiqué dans nos CGV et nos conditions commerciales envoyées en début d'année, les remises en cascade sont calculées sur le prix tarif des produits déduction faite des remises sur facture en arrondissant à la deuxième décimale

DEFAUT DE PAIEMENT: application de plein droit de:

- pénalités de retard calculées sur la base de 3 fois le taux d'intérêt légal en vigueur à la date de la facture, sur le montant T.T.C. de la présente facture, et
- une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 euros.

(1) Cosmétique écologique et biologique certifié par Ecocert Greenlife

(3) Cosmétique Cosmos Organic certifié par Ecocert Greenlife

Service Client

ZI PARIEST, 9/11 rue Pelloutier
77183 CROISSY BEAUBOURG

Votre attaché(e) RYCKEMBUSCH Laure

Tél : 01.83.77.23.01

Service Client : caf.serviceclients@loreal.com

Comptabilité : comptabiliteclients.france@loreal.com

Site Pro : www.lorealactivecosmeticspro.com/fr

Adresse de livraison

PHARM DU VOYAGE
SELARL PHARMACIE DU VOYAGE
HALL E NIVEAU DEPART AEROGARE2 TE
BP 38212 LE MESNIL AMELOT
95700 ROISSY EN FRANCE

N° Client	N° Facture	Date de facture	Bon de livraison	Numéro de TVA Client
640223	815057681	20.10.2023	85665127	FR71792172959

							EUROS		
TVA	Référence interne	Code EAN/ACL/CNK	Désignation	Quantité	Rem %	Rem % promo en cascade	Tarif unitaire HT	Prix Net Unitaire HT	Montant Net Total HT
				Total avant remise	Montant Net HT	Taux de TVA		Montant TVA	TTC par taux de TVA
<div>Nous vous serions obligés de bien vouloir joindre ce coupon à votre règlement à l'ordre de COSMETIQUE ACTIVE France (Service Comptabilité, 30 rue d'Alsace, 92300 Levallois Perret)</div> <div>Mode de paiement : L.C.R. Numéro client "règlement" : 640223 Numéro de facture : 815057681 Montant facture : 7.369,92</div>				6141,60	6141,60	1A	20,00	1.228,32	7369,92
				0,00				0,00	0,00
				Paielement		TOTAL TTC / NET A PAYER		7.369,92	
				L.C.R./45Jr Date de facture LCR/LCL		Date d'échéance		05.12.2023	

Toute commande implique l'acceptation des conditions générales de vente qui figurent au verso de la dernière page

Page : 2 / 2

EXTRAIT DES CONDITIONS GENERALES DE VENTE 2023 - SKINCETICALS

Le présent document constitue un extrait des Conditions Générales de Vente 2023 - Skinceticals, d'ores-et-déjà adressées dans leur intégralité au Client et également consultables sur le site extranet de la Société : fr.lorealdermatologicalbeautypartnershop.com (ci-après le « Site B2B »).

MODALITES ET CHAMP D'APPLICATION DES PRESENTES CONDITIONS GENERALES DE VENTE

La Société L'ORÉAL FRANCE (ci-après la « Société »), agissant pour sa division L'Oréal Beauté Dermatologique (anciennement COSMETIQUE ACTIVE), distribuée, dans le cadre d'un réseau de distribution sélective, les produits de soins de la marque Skinceticals, a par la présente établi l'ensemble des relations avec les Clients. Elle a par la présente établi les conditions générales de vente applicables aux Clients. Les Conditions Générales de Vente (ci-après les « CGV ») sont composées des conditions tarifaires incluant le tarif, le document « Conditions Commerciales 2023 » et les présentes conditions. Les CGV font partie intégrante du Contrat de Distributeur Agréé ou du Contrat de Prestataire Agréé Skinceticals (ci-après le « Contrat ») que le distributeur agréé (ci-après le « Client ») a signé avec la Société pour la vente des Produits, et ne peuvent en être détachées. Les CGV reflètent les fondements de la politique commerciale de la Société et ont pour objet d'organiser les relations avec les Clients. Elles sont applicables qu'aux seuls Clients livrés et facturés en France métropolitaine, principalement de Monaco et Andorre. Toute commande implique l'adhésion sans réserve aux présentes CGV qui constituent le socle unique de la négociation commerciale et régissent seules les ventes de la Société, à l'exclusion expresse de tout autre document émanant, notamment, du Client. Toute autre condition, sous réserve qu'elle ne soit pas contraire aux présentes, et qu'elle comporte une contrepartie réelle pour la Société, ne sera valable que si elle a été acceptée préalablement, et qu'elle soit écrite, par le Client, par écrit, par tout état de cause, toute clause des CGV non contraires aux accords particuliers conclus avec le Client demeure applicable.

Si le Client établit des conditions d'achat et un accord d'adhésion type, il s'engage à le communiquer à la Société au plus tard le 1^{er} décembre. Il est précisé que leur transmission ne remet pas en cause le rôle des CGV en tant que seule unique de la négociation. A ce titre, la communication des CGV par la Société implique dénonciation, de plein droit, des conventions annuelles en vigueur. Les négociations devront être menées dans le respect mutuel des parties, de manière loyale et de bonne foi. En l'absence d'accord sur le prix convenu au 1^{er} mars 2023, les présentes CGV constitueront les seules conditions applicables entre la Société et le Client (ci-après les « Parties »). Le Client prendra sous sa responsabilité toutes mesures de nature à assurer le respect des obligations découlant des présentes CGV. La Société se réserve la faculté, en cas de manquement à l'une des obligations souscrites et sans simple constat de la Société, de procéder immédiatement à la reprise des Produits.

Modification des conditions générales de vente

Les présentes CGV annulent et remplacent toutes les éditions précédentes et ont été établies conformément à la réglementation en vigueur à leur date de prise d'effet. La Société se réserve le droit d'apporter à tout moment des modifications aux présentes CGV, en ce compris le tarif, notamment pour tenir compte de changements dans la réglementation, sous réserve alors d'en informer préalablement le Client conformément aux usages de la profession et de la loi. Il est précisé que l'exercice de ce droit par la Société ne saurait avoir pour effet automatique la renégociation de la convention écrite conclue entre la Société et le Client. En tout état de cause, la conclusion d'une convention écrite conformément aux stipulations de l'article L.441-3 du Code de commerce est sans préjudice du droit de la Société de modifier unilatéralement ses tarifs en cours d'année. Cette modification de tarif prendra alors effet à l'issue d'un délai de préavis raisonnable de huit (8) semaines. Il est précisé que la Société ne saurait modifier unilatéralement le tarif de la convention écrite conclue entre les Parties. La Société pourra librement céder ou transférer, sans que le consentement ou l'intervention du Client ne soit requis – la convention précitée et plus largement la relation d'affaires avec ses Clients, notamment dans le cadre d'une opération de fusion, apport partiel d'actifs, cession de fonds de commerce ou location-gérance (ci-après l'« Opération ») et, en ce tel cas, que l'Opération sera effectuée au profit d'une des filiales du Groupe auquel appartient la Société. Dans un tel cas, le Client en sera informé par tous moyens avant la mise en œuvre de la réalisation de l'Opération.

Chiffre d'Affaires Minimum Annuel

La notion de « Chiffre d'Affaires », telle qu'utilisée aux présentes, doit s'entendre comme le chiffre d'affaires réalisé par la Société, agissant pour son établissement et sa marque Skinceticals, avec le Client, sur la base des prix figurant au tarif des Produits, hors taxes, facturés et effectivement encaissés, reprises déduites.

Le Client s'engage à réaliser auprès de la Société et pour l'ensemble de l'activité d'un point de vente donné, du 1^{er} janvier 2023 au 31 décembre 2023, un chiffre d'affaires minimum annuel (ci-après le « Chiffre d'Affaires Minimum Annuel ») s'élevant à cinq mille (5.000) euros pour la marque Skinceticals. La Société sera en droit de résilier le Contrat pour le point de vente exploité par le Client qui ne réaliserait pas le Chiffre d'affaires Minimum Annuel.

Confidentialité

Les présentes CGV et plus largement toutes informations ou tous documents échangés avec le Client ont un caractère strictement confidentiel, tant pendant la durée de la relation commerciale que cinq (5) ans après sa fin.

Droit applicable et clause de compétence

Les présentes CGV sont soumises au droit français. Tout litige commercial, administratif ou logistique doit être notifié par écrit dans les meilleurs délais. A défaut de réclamation sous un délai de douze (12) mois suivant la date figurant sur les factures et les avoirs, le Client sera réputé avoir approuvé, notamment, les documents comptables que nous lui avons adressés et en conséquence, le Client renonce de convention expresse à tout recours au titre d'un litige que ce soit en matière de responsabilité ou de concurrence.

POUR TOUTE CONTESTATION NEE DE L'APPLICATION DES PRESENTES CGV QUI N'AURAIT PU ETRE RESOLUE A L'AMABLE, LES PARTIES ATTRIBUENT COMPETENCE EXCLUSIVE AU TRIBUNAL DE COMMERCE DE PARIS, QUELS QUE SOIENT LE LIEU DE LIVRAISON, LE MODE DE PAIEMENT ACCEPTE ET CE MEME EN CAS D'APPEL EN GARANTIE OU DE PLURALITE DE DEFENDEURS.

CONDITIONS TARIFAIRES ET PAIEMENT

Tarif

Les prix des Produits sont fixés par le tarif en vigueur au jour de la commande, pour toute commande livrée dans les délais usuels. Ils s'entendent nets hors taxes et sans escompte. Ils sont fixés en fonction des conditions économiques actuelles et pourront être modifiés à tout moment en cas de fluctuation de ces conditions.

Réductions de prix

Le Client pourra bénéficier d'un certain nombre de réductions de prix (remises ou ristournes de fin d'année) dans les conditions définies notamment dans les « Conditions Commerciales 2023 » relatives à la catégorie d'acheteurs à laquelle appartient le Client. Aucune réduction de prix ne constitue un droit acquis pour le Client et ce notwithstanding les réductions de prix antérieurement accordées, quel que soit leur nombre ou importance.

Le Client s'engage à garantir la réalisation de la garantie de paiement de la Société. Le Client s'engage à garantir au Client sous les conditions cumulatives expresses : (i) du paiement à l'échéance à la Société des factures dues et (ii) du respect par le Client des obligations lui incombant au titre du Contrat. Ainsi, par exemple, la découverte de Produits chez un distributeur non-agréé, identifiés comme ayant été livrés et facturés au Client, pourra entraîner immédiatement et de plein droit la suppression pure et simple de ce droit à remise ou ristourne de fin d'année, en tant que les dispositions prévues du Contrat, ainsi que la facturation des frais de procédure engagés par la Société. Les ristournes de fin d'année ne seront mises en paiement au début de l'année suivante et seront réglées au Client selon le principe de réciprocité des délais de paiement.

Conditions de règlement

Les règlements sont effectués dans les conditions suivantes :
- soit à quarante-cinq (45) jours nets date d'émission de facture, sans escompte ;
- soit au comptant, sous seize (16) jours date d'émission de facture, déduction faite d'un escompte de 0,7% à l'égard du Client sur le montant H.T. L'application d'un escompte donnera lieu à une réduction proportionnelle de la TVA déductible.

La Société se réserve le droit de modifier à tout moment le taux d'escompte, notamment pour tenir compte de l'évolution des indicateurs financiers, sous réserve d'en informer préalablement le Client.

Les factures de la Société sont établies en euros et payables à la Comptabilité L'Oréal France à LEVALLOIS-PERRET (93408), quel que soit le mode de paiement. Dans un souci de fiabilité et de garantie de paiement à l'échéance, la Société privilégie les moyens de paiements suivants : Lettre de Change Relevé (L.C.R.), Virement, Billet à ordre. Il est précisé que la L.C.R. sera systématiquement proposée par la Société au Client pour le paiement de ses factures ; lesdites L.C.R. ne faisant, en aucun cas, novation au lieu de paiement indiqué ci-dessus. Dans le cadre de ses démarches environnementales, la Société souhaite privilégier la dématérialisation de ses flux d'envoi des documents commerciaux (factures, avoirs, ...). A ce titre, la Société informe et recommande au Client que les factures seront progressivement adressées de manière dématérialisée. Aussi, nous vous rappelons que le chèque n'est plus accepté par la Société depuis le 1^{er} janvier 2022.

Le règlement est réputé réalisé à la date à laquelle les fonds sont mis à la disposition de la Société. Les délais de règlement de la Société, qui tiennent compte du délai de route, se calculent entre la date d'émission de la facture et la date de mise à disposition des fonds. Les intérêts de retard éventuels seront donc calculés depuis la date d'échéance du délai de paiement jusqu'à la date de mise à disposition des fonds si celle-ci est postérieure. Les fonds sont réputés être mis à disposition dans les délais énoncés dans la version intégrale des CGV. Les Conformément à l'article L. 511-15 du Code de commerce, les traites envoyées à l'acceptation devront être retournées acceptées, dans un délai de vingt (20) jours à partir de la date de facture ou de relevé. Passé ce délai, le défaut d'acceptation entraînerait de plein droit, sans mise en demeure préalable, la déchéance du terme.

Tout moyen de paiement de la Société est sans préjudice de la possibilité pour le Client de faire opposition au Client en cas de détérioration du crédit du Client, la Société se réserve la possibilité d'exiger que le délai de paiement des factures soit ramené à trente (30) jours ou au comptant. Tout Client dont l'encours viendrait à excéder celui garanti par un tiers assureur indépendant et sélectionné par la Société devra fournir une garantie bancaire et/ou verser un acompte à la date de passation de la commande et le solde à la date de livraison, et ce jusqu'à ce que les fonds du Client soient mis à disposition de la Société. En tout état de cause, pour chaque situation, les modalités seront à définir avec la Société. Dans l'hypothèse où le Client refuserait lesdites modifications des conditions de règlement, ses commandes ne pourront pas être validées par la Société. Pour tout nouveau Client, la Société se réserve la possibilité d'exiger une caution bancaire auprès d'un établissement bancaire notoirement solvable.

Incidents de paiement : Toute absence de paiement respectée dans les délais prévus à l'émission de la facture entraînera la possibilité pour la Société de suspendre ses livraisons ultérieures jusqu'au paiement des sommes dues, et de ramener le délai de paiement à trente (30) jours ou au comptant pour une durée minimale de six (6) mois, sans préjudice de la perception (I) de pénalités de retard calculées sur la base de trois (3) fois le taux d'intérêt légal en vigueur à la date de la facture, sur le montant T.T.C. de la facture et (II) de frais d'impayés d'un montant de cent (100) euros par facture impayée. Le défaut de paiement d'une seule facture à son échéance, ou la résiliation du Contrat pour non-respect de ses obligations par le Client, rend immédiatement exigible, de plein droit et sans mise en demeure, toute créance, même non encore échue, à l'exception des pénalités de retard. Tout recouvrement par voie de contentieux donnera lieu à la facturation de tous les frais et intérêts de retard.

Compensation / déduction

Les sommes dues par la Société au Client ne peuvent en aucun cas être compensées avec l'une quelconque des sommes dues par le Client à la Société, sauf si cette compensation a été notifiée au préalable à la Société et que les conditions de la compensation légale sont remplies. A défaut, la compensation effectuée sera assimilée à un défaut de paiement justifiant la suspension des livraisons. Par ailleurs, la Société se réserve le droit de recouvrer, à sa convenance et par tout moyen, les sommes qui seraient ainsi déduites. Au cas où la Société serait débitrice vis-à-vis de la vôtre, les sommes dues seront réglées par application du principe de réciprocité des délais de paiement. En aucun cas le Client ne pourra se déduire d'office le montant de pénalités conformément aux dispositions de l'article 1441 du Code de Commerce. La Société ne peut en outre en aucune manière se dispenser de la réalité du grief invoqué par le Client et disposer d'un délai suffisant pour analyser et éventuellement contester la demande du Client.

Réserve de propriété

Conformément à l'article L. 624-16 alinéa 2 *in fine* du Code de commerce et aux articles 2367 et suivants du Code civil, il est expressément convenu, avec le Client, que le transfert de la propriété des Produits est suspendu jusqu'au paiement intégral du prix et de ses accessoires. Le Client s'oblige à permettre à tout moment l'identification et la revendication des Produits, étant entendu que les Produits en stock seront réputés correspondre aux Produits livrés conformément aux articles 2367 et suivants du Code civil. Le Client prendra sous sa responsabilité toutes mesures de nature à préserver les droits et intérêts de la Société.

Clause résolutoire

Faute pour le Client défaillant de s'acquitter des sommes dues dans les vingt-quatre (24) heures après mise en demeure, par lettre recommandée, l'informat de la volonté de se prévaloir de la présente clause, toutes les ventes que la Société avait conclues avec lui, même celles dont les règlements ne seraient pas encore échus et qui n'auraient pas encore été payées, se trouvent immédiatement résolues de plein droit. De convention expresse, la Société sera en droit d'exiger la restitution des Produits aux frais du Client. Dans ce cas, la Société aura droit, en outre, à une indemnité fixée forfaitairement et définitivement à quinze pour cent (15%) des sommes lui restant dues sur les ventes résolues.

CONDITIONS LOGISTIQUES

Démarche collaborative

La Société accorde une grande importance au développement de la collaboration logistique avec ses Clients. A ce titre, la Société souhaite privilégier la dématérialisation des échanges (E.O.I.) et la transmission des commandes via le protocole Pharma-ML.

Commande

Les commandes doivent être passées dans le respect des standards de conditionnement indiqués au tarif. Le Client peut communiquer ses commandes au Service Clients de préférence en utilisant le Site B2B. Dans un souci de fiabilité, les commandes par téléphone ne pourront pas être prises en compte. Les commandes, transmises au Service Clients hors EDI, Site B2B et Pharma-ML, sont enregistrées au jour le jour en fonction de l'activité du Service Clients à condition de comporter le numéro de Client, et, obligatoirement, le nom et l'adresse complète du Client. Les commandes doivent être accompagnées de la référence EAC ou de leurs libellés figurant au tarif ainsi que l'éventuelle référence de commande interne que le Client souhaiterait voir figurer sur son bordereau de livraison. La Société se réserve le droit de refuser une commande, notamment de produits promotionnels ou en offre spéciale, dont le montant est déraisonnable au vu du montant moyen de commande habituel ou du potentiel de revente estimé du point de vente concerné. En cas de commandes suivies répétées par le Client, la Société se réserve également le droit de lui bloquer l'accès à toutes les fonctionnalités du Site B2B. Toute commande conforme est considérée comme définitive et ne pourra être modifiée ou annulée après livraison. Toute commande inférieure au franco, tel que défini ci-dessous, fera l'objet d'une facturation de frais de vingt-cinq (25) euros H.T. Dans le cas de commandes en cross-dock, le franco s'évalue au niveau de chaque commande fille. Ces montants peuvent être révisés en fonction des augmentations tarifaires et/ou des coûts de distribution physique. Les commandes sont faites franco de port et d'emballage pour toute commande, faisant l'objet d'une seule livraison et comportant le minimum de Produits définis ci-après : Monomarque Skinceticals : douze (12) Produits. Tri-Marque Skinceticals, Vichy et Sanoflore : trente-six (36) Produits. Multimarques EDI ou Pharma ML : quarante-huit (48) Produits. Site B2B : vingt-quatre (24) Produits.

Livraison – Expédition – Réclamation

Les Produits de la Société, y compris les offres spéciales et les promotions, sont livrés exclusivement dans les conditionnements définis par la Société pour être industrialisables dans ses usines, et valables pour tous ses clients. Les commandes pour l'exécution des commandes, les quantités commandées sont arrondies à l'unité de conditionnement la plus proche. Les modalités de préparation des commandes (palettisation...) sont librement décidées par la Société. Le transport des Produits est exclusivement assuré par la Société qui se réserve donc le choix du moyen, du transporteur et du lieu de départ de ses livraisons. Les Produits voyagent toujours aux risques et périls du Client. En cas d'utilisation de contenants réutilisables, ces derniers restent la propriété exclusive de la Société. Le Client s'engage à ne pas décaler le délai de livraison, à ne pas donner lieu à résiliation, pénalités ou dommages et intérêts, ou à prorogation des délais de paiement, sans que la Société n'ait été mise en mesure de vérifier la réalité du grief allégué. La livraison ne peut intervenir que si le Client est à jour de ses obligations à l'égard de la Société. A défaut, la Société se réserve le droit de suspendre la livraison des commandes en cours ou à venir jusqu'à satisfaction complète desdites obligations.

Le déchargement, dans le respect de la Loi de Modernisation des Transports, est effectué par le Client, le chauffeur ayant toutefois assuré l'exécution des commandes, la toute autre prestation sera considérée comme prestation annexe à la charge du Client et nécessitera un accord préalable des Parties. Toute attente excessive imposée au transporteur par rapport aux dates et heures de déchargement figurant sur le document de transport ou le bon de livraison, conformément au contrat type LOTI et à la Loi GAYSSOT, sera également considérée comme prestation annexe. Le Client s'engage, lors de la livraison, à signer le bon de livraison présenté par le transporteur. Cette signature constitue l'acte de réception de la marchandise et vaut acceptation de la date et de l'heure d'arrivée du transporteur et du déchargement effectif de la marchandise. En cas de retard de livraison, seul ce document correctement rempli et émargé par le Client fera foi entre les Parties. Par ailleurs, le Client devra notifier au transporteur dans les trois (3) jours sa protestation motivée par lettre recommandée, conformément à l'article L. 133-3 du Code de commerce. Sans préjudice des dispositions à prendre par le Client à l'égard du transporteur et telles que ci-avant décrites, le Client s'engage à ne pas décaler le délai de livraison, à ne pas donner lieu à résiliation, pénalités ou dommages et intérêts, ou à prorogation des délais de paiement, sans que la Société n'ait été mise en mesure de vérifier la réalité du grief allégué. La livraison ne peut intervenir que si le Client est à jour de ses obligations à l'égard de la Société. A défaut, la Société se réserve le droit de suspendre la livraison des commandes en cours ou à venir jusqu'à satisfaction complète desdites obligations.

Le déchargement, dans le respect de la Loi de Modernisation des Transports, est effectué par le Client, le chauffeur ayant toutefois assuré l'exécution des commandes, la toute autre prestation sera considérée comme prestation annexe à la charge du Client et nécessitera un accord préalable des Parties. Toute attente excessive imposée au transporteur par rapport aux dates et heures de déchargement figurant sur le document de transport ou le bon de livraison, conformément au contrat type LOTI et à la Loi GAYSSOT, sera également considérée comme prestation annexe.

Le Client s'engage, lors de la livraison, à signer le bon de livraison présenté par le transporteur. Cette signature constitue l'acte de réception de la marchandise et vaut acceptation de la date et de l'heure d'arrivée du transporteur et du déchargement effectif de la marchandise. En cas de retard de livraison, seul ce document correctement rempli et émargé par le Client fera foi entre les Parties. Par ailleurs, le Client devra notifier au transporteur dans les trois (3) jours sa protestation motivée par lettre recommandée, conformément à l'article L. 133-3 du Code de commerce. Sans préjudice des dispositions à prendre par le Client à l'égard du transporteur et telles que ci-avant décrites, le Client s'engage à ne pas décaler le délai de livraison, à ne pas donner lieu à résiliation, pénalités ou dommages et intérêts, ou à prorogation des délais de paiement, sans que la Société n'ait été mise en mesure de vérifier la réalité du grief allégué. La livraison ne peut intervenir que si le Client est à jour de ses obligations à l'égard de la Société. A défaut, la Société se réserve le droit de suspendre la livraison des commandes en cours ou à venir jusqu'à satisfaction complète desdites obligations.

Tout refus ou retours de marchandises devra être valablement justifié par le Client, la Société devant avoir été préalablement en mesure de contrôler la réalité du grief invoqué et contester le cas échéant. Quel que soit le mode de transport adopté, le Client devra prendre toutes mesures conservatoires prévues par la loi sous peine d'engager sa responsabilité pénale. Toute livraison refusée par le Client, sans juste motif, sera due et fera l'objet de frais de douane de quarante-cinq (45) euros H.T., hors les frais de transport aller et retour.

Aucune pénalité, même prédefiniée par le Client, ne sera acceptée sauf si elle a fait l'objet, au cas par cas, d'un accord exprès et écrit de la Société. A ce titre, en cas de préjudice matériel réel, directement imputable à un manquement de la Société, justifié par le Client, les Parties conviennent de se rencontrer afin de déterminer d'un commun accord la mesure à prendre pour la réparation du préjudice, dont le montant sera établi au regard du préjudice et de la base notamment des normes professionnelles en vigueur (dont ECR). A défaut, la Société ne pourra faire l'objet d'une quelconque facturation de pénalité/indemnité.

Reprises des Produits

Suite à l'adoption de la Loi AGEC et plus généralement pour répondre aux enjeux environnementaux, fournisseurs et distributeurs doivent s'engager à lutter contre le gaspillage et limiter la production des déchets. Dans ce cadre, aucune reprise de marchandise ne pourra être exigée par le Client. La reprise des Produits doit obligatoirement être motivée par un défaut de conformité, un défaut de livraison, un défaut de qualité ou un défaut de quantité. Les reprises des Produits feront l'objet d'un avoir établi avec un abattement minimum de vingt pourcent (20%) sur le tarif en vigueur au moment de la vente des Produits repris, abatement majoré des avantages commerciaux consentis lors de la facturation desdits Produits. Les Produits à reprendre seront placés dans des sacs spécialement conçus à cet effet, au nom de la Société ou de la marque, pré-numérotés et hermétiquement clos.

Les reprises des Produits ne pourront être effectuées que par la Société, moyennant la restitution des Produits et de la base notamment des normes professionnelles en vigueur (dont ECR). A défaut, la Société ne pourra faire l'objet d'une quelconque facturation de pénalité/indemnité.

Reprises des Produits

Suite à l'adoption de la Loi AGEC et plus généralement pour répondre aux enjeux environnementaux, fournisseurs et distributeurs doivent s'engager à lutter contre le gaspillage et limiter la production des déchets. Dans ce cadre, aucune reprise de marchandise ne pourra être exigée par le Client. La reprise des Produits doit obligatoirement être motivée par un défaut de conformité, un défaut de livraison, un défaut de qualité ou un défaut de quantité. Les reprises des Produits feront l'objet d'un avoir établi avec un abattement minimum de vingt pourcent (20%) sur le tarif en vigueur au moment de la vente des Produits repris, abatement majoré des avantages commerciaux consentis lors de la facturation desdits Produits. Les Produits à reprendre seront placés dans des sacs spécialement conçus à cet effet, au nom de la Société ou de la marque, pré-numérotés et hermétiquement clos.

Les reprises des Produits ne pourront être effectuées que par la Société, moyennant la restitution des Produits et de la base notamment des normes professionnelles en vigueur (dont ECR). A défaut, la Société ne pourra faire l'objet d'une quelconque facturation de pénalité/indemnité.

Reprises des Produits

Suite à l'adoption de la Loi AGEC et plus généralement pour répondre aux enjeux environnementaux, fournisseurs et distributeurs doivent s'engager à lutter contre le gaspillage et limiter la production des déchets. Dans ce cadre, aucune reprise de marchandise ne pourra être exigée par le Client. La reprise des Produits doit obligatoirement être motivée par un défaut de conformité, un défaut de livraison, un défaut de qualité ou un défaut de quantité. Les reprises des Produits feront l'objet d'un avoir établi avec un abattement minimum de vingt pourcent (20%) sur le tarif en vigueur au moment de la vente des Produits repris, abatement majoré des avantages commerciaux consentis lors de la facturation desdits Produits. Les Produits à reprendre seront placés dans des sacs spécialement conçus à cet effet, au nom de la Société ou de la marque, pré-numérotés et hermétiquement clos.

Les reprises des Produits ne pourront être effectuées que par la Société, moyennant la restitution des Produits et de la base notamment des normes professionnelles en vigueur (dont ECR). A défaut, la Société ne pourra faire l'objet d'une quelconque facturation de pénalité/indemnité.

Reprises des Produits

Suite à l'adoption de la Loi AGEC et plus généralement pour répondre aux enjeux environnementaux, fournisseurs et distributeurs doivent s'engager à lutter contre le gaspillage et limiter la production des déchets. Dans ce cadre, aucune reprise de marchandise ne pourra être exigée par le Client. La reprise des Produits doit obligatoirement être motivée par un défaut de conformité, un défaut de livraison, un défaut de qualité ou un défaut de quantité. Les reprises des Produits feront l'objet d'un avoir établi avec un abattement minimum de vingt pourcent (20%) sur le tarif en vigueur au moment de la vente des Produits repris, abatement majoré des avantages commerciaux consentis lors de la facturation desdits Produits. Les Produits à reprendre seront placés dans des sacs spécialement conçus à cet effet, au nom de la Société ou de la marque, pré-numérotés et hermétiquement clos.

Les reprises des Produits ne pourront être effectuées que par la Société, moyennant la restitution des Produits et de la base notamment des normes professionnelles en vigueur (dont ECR). A défaut, la Société ne pourra faire l'objet d'une quelconque facturation de pénalité/indemnité.

Reprises des Produits

Suite à l'adoption de la Loi AGEC et plus généralement pour répondre aux enjeux environnementaux, fournisseurs et distributeurs doivent s'engager à lutter contre le gaspillage et limiter la production des déchets. Dans ce cadre, aucune reprise de marchandise ne pourra être exigée par le Client. La reprise des Produits doit obligatoirement être motivée par un défaut de conformité, un défaut de livraison, un défaut de qualité ou un défaut de quantité. Les reprises des Produits feront l'objet d'un avoir établi avec un abattement minimum de vingt pourcent (20%) sur le tarif en vigueur au moment de la vente des Produits repris, abatement majoré des avantages commerciaux consentis lors de la facturation desdits Produits. Les Produits à reprendre seront placés dans des sacs spécialement conçus à cet effet, au nom de la Société ou de la marque, pré-numérotés et hermétiquement clos.

Les reprises des Produits ne pourront être effectuées que par la Société, moyennant la restitution des Produits et de la base notamment des normes professionnelles en vigueur (dont ECR). A défaut, la Société ne pourra faire l'objet d'une quelconque facturation de pénalité/indemnité.

Reprises des Produits

Suite à l'adoption de la Loi AGEC et plus généralement pour répondre aux enjeux environnementaux, fournisseurs et distributeurs doivent s'engager à lutter contre le gaspillage et limiter la production des déchets. Dans ce cadre, aucune reprise de marchandise ne pourra être exigée par le Client. La reprise des Produits doit obligatoirement être motivée par un défaut de conformité, un défaut de livraison, un défaut de qualité ou un défaut de quantité. Les reprises des Produits feront l'objet d'un avoir établi avec un abattement minimum de vingt pourcent (20%) sur le tarif en vigueur au moment de la vente des Produits repris, abatement majoré des avantages commerciaux consentis lors de la facturation desdits Produits. Les Produits à reprendre seront placés dans des sacs spécialement conçus à cet effet, au nom de la Société ou de la marque, pré-numérotés et hermétiquement clos.

Les reprises des Produits ne pourront être effectuées que par la Société, moyennant la restitution des Produits et de la base notamment des normes professionnelles en vigueur (dont ECR). A défaut, la Société ne pourra faire l'objet d'une quelconque facturation de pénalité/indemnité.

Reprises des Produits

Suite à l'adoption de la Loi AGEC et plus généralement pour répondre aux enjeux environnementaux, fournisseurs et distributeurs doivent s'engager à lutter contre le gaspillage et limiter la production des déchets. Dans ce cadre, aucune reprise de marchandise ne pourra être exigée par le Client. La reprise des Produits doit obligatoirement être motivée par un défaut de conformité, un défaut de livraison, un défaut de qualité ou un défaut de quantité. Les reprises des Produits feront l'objet d'un avoir établi avec un abattement minimum de vingt pourcent (20%) sur le tarif en vigueur au moment de la vente des Produits repris, abatement majoré des avantages commerciaux consentis lors de la facturation desdits Produits. Les Produits à reprendre seront placés dans des sacs spécialement conçus à cet effet, au nom de la Société ou de la marque, pré-numérotés et hermétiquement clos.

Les reprises des Produits ne pourront être effectuées que par la Société, moyennant la restitution des Produits et de la base notamment des normes professionnelles en vigueur (dont ECR). A défaut, la Société ne pourra faire l'objet d'une quelconque facturation de pénalité/indemnité.

Reprises des Produits

Suite à l'adoption de la Loi AGEC et plus généralement pour répondre aux enjeux environnementaux, fournisseurs et distributeurs doivent s'engager à lutter contre le gaspillage et limiter la production des déchets. Dans ce cadre, aucune reprise de marchandise ne pourra être exigée par le Client. La reprise des Produits doit obligatoirement être motivée par un défaut de conformité, un défaut de livraison, un défaut de qualité ou un défaut de quantité. Les reprises des Produits feront l'objet d'un avoir établi avec un abattement minimum de vingt pourcent (20%) sur le tarif en vigueur au moment de la vente des Produits repris, abatement majoré des avantages commerciaux consentis lors de la facturation desdits Produits. Les Produits à reprendre seront placés dans des sacs spécialement conçus à cet effet, au nom de la Société ou de la marque, pré-numérotés et hermétiquement clos.

Les reprises des Produits ne pourront être effectuées que par la Société, moyennant la restitution des Produits et de la base notamment des normes professionnelles en vigueur (dont ECR). A défaut, la Société ne pourra faire l'objet d'une quelconque facturation de pénalité/indemnité.

Reprises des Produits

Suite à l'adoption de la Loi AGEC et plus généralement pour répondre aux enjeux environnementaux, fournisseurs et distributeurs doivent s'engager à lutter contre le gaspillage et limiter la production des déchets. Dans ce cadre, aucune reprise de marchandise ne pourra être exigée par le Client. La reprise des Produits doit obligatoirement être motivée par un défaut de conformité, un défaut de livraison, un défaut de qualité ou un défaut de quantité. Les reprises des Produits feront l'objet d'un avoir établi avec un abattement minimum de vingt pourcent (20%) sur le tarif en vigueur au moment de la vente des Produits repris, abatement majoré des avantages commerciaux consentis lors de la facturation desdits Produits. Les Produits à reprendre seront placés dans des sacs spécialement conçus à cet effet, au nom de la Société ou de la marque, pré-numérotés et hermétiquement clos.

Les reprises des Produits ne pourront être effectuées que par la Société, moyennant la restitution des Produits et de la base notamment des normes professionnelles en vigueur (dont ECR). A défaut, la Société ne pourra faire l'objet d'une quelconque facturation de pénalité/indemnité.

L'Oréal France SNC - Division Beauté Dermatologique

30 rue d'Alsace - 92300 Levallois Perret - France - 919 434 894 RCS Nanterre - TVA : FR 84 914 434 894

SERVICE RELATIONS CONSOMMATEURS : 30 rue d'Alsace - 92300 Levallois Perret - Tél. 01 57 77 00 01 - relationclient@loreal.occare.fr (adresse réservée à nos distributeurs)

Identifiants uniques (Article R.541-173 du Code de l'environnement) : VALDELIA FR341641_10GZYV / CITEO (Emballages) FR290923_01CDIZ / CITEO (Papiers) FR341641_03PFFA